

# La prochaine vague du tsunami

## Partage international n° 381 - Mai 2020

par Luc Guillory

« *Quoi qu'il en coûte* ». Tel est le nouveau mantram claironné par les principales banques centrales du monde dans leur tentative de sauver les marchés financiers. La paternité de cette expression revient à Mario Draghi, en 2012, alors qu'il était le président de la Banque centrale européenne (BCE). A la suite du krach financier de 2008, l'euro a connu une crise sans précédent. M. Draghi a alors lancé un train de mesures *ad hoc*, dont un programme d'achats illimités de dettes souveraines au sein de la zone euro, car il était bien déterminé à sauver l'euro « *quoi qu'il en coûte* ».

### Le Covid-19 et les banques centrales

Au début de la crise du Covid-19, nombre de gouvernements ont annoncé que cette crise allait coûter « *quelques points de PIB* » à l'économie mondiale. Mais il est rapidement devenu évident que le monde allait connaître une récession économique sévère. Les marchés financiers ont commencé à chuter. Par exemple, l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris avait perdu 37 % au 22 mars 2020 par rapport à son pic atteint le 19 février 2020. L'indice Dow Jones à Wall Street a connu une dégringolade similaire. Une même vague de panique s'est emparée de toutes les places financières du monde.

Jusqu'alors, les grandes banques centrales étaient restées plutôt silencieuses. Mais la BCE, la Réserve fédérale américaine (Fed), la Banque du Japon et d'autres encore ont soudain cédé à l'affolement et ont annoncé des mesures fortes, comportant notamment leur arme monétaire favorite, quoique non orthodoxe, dite de « *l'assouplissement quantitatif* ».

La BCE a annoncé un programme d'achats de dettes souveraines et autres obligations pour un montant de 750 milliards d'euros. Tandis que la Fed décrétait de son côté un « *programme illimité d'assouplissement quantitatif* », et se disait prête à racheter des bons du Trésor, des prêts hypothécaires, des obligations municipales, des prêts à court terme - quasiment tout, en quelque sorte. Fournir aux banques un accès

illimité aux liquidités est devenu la priorité absolue des banques centrales d'Amérique du Nord, d'Europe, du Royaume-Uni, du Japon, de l'Australie, et qui sait de quels autres pays encore...



Photo : CC0 1.0, via [pxhere.com](http://pxhere.com)

*L'indice CAC 40 de la Bourse de Paris avait perdu 37 % au 22 mars 2020 par rapport à son pic atteint le 19 février 2020. L'indice Dow Jones à Wall Street a connu une dégringolade similaire.*

Au même moment, les hôpitaux et le personnel médical des pays aux économies dites « avancées » en étaient réduits à quémander des équipements de protection et des respirateurs dont ils avaient désespérément besoin. La pénurie de ces équipements a exposé ces personnels médicaux à un danger extrême et s'est traduite par la mort tragique de médecins et d'infirmières. De surcroît, l'engorgement dans les services de soins intensifs des hôpitaux a littéralement contraint certains médecins à devoir choisir parmi les patients sévèrement atteints du Covid-19 qui survivrait et qui ne survivrait pas.

Vingt cinq années d'austérité des budgets sociaux ont ainsi révélé le déficit de capacité des hôpitaux, le manque de personnels qualifiés, d'équipements et même de nourriture, de tout ce qui devient une nécessité absolue dans le cas d'une telle pandémie. Plusieurs épidémies, comme celle de la fièvre Ebola, le SRAS, le H1N1 ou d'autres, avaient sévi à une échelle moindre, mais elles n'avaient pas semblé justifier des investissements adéquats dans les systèmes de santé.

La réalité brute est que les forces du marché, et les marchés financiers en particulier, ont imposé aux gouvernements des restrictions dans les budgets de la Santé car ils considèrent ces dépenses comme des

« *coûts sociaux* » et non des « *actifs sociaux* ». La perception qu'en ont les gens ordinaires est certainement très différente et la crise actuelle du Covid-19 va éveiller nombre de nos concitoyens du monde à leur droit à un système de santé décent et correctement équipé. Si une banque centrale peut créer des milliards d'euros ou de dollars à partir de rien afin de racheter des obligations, des actions ou des dettes, dans le seul but de maintenir à flot des marchés financiers qui périclitent, elle peut sans aucun doute créer de l'argent pour la santé ainsi que d'autres besoins vitaux des populations.

Le monde financier ne représente pas une sorte de « *pouvoir feutré* », il constitue la force dominatrice qui recourt au système économique néolibéral pour imposer aux populations du monde un système féodal prédateur. Citant le *Wall Street Journal* dans son tout dernier livre, la célèbre activiste indienne Vandana Shiva affirme que « *les 1 % les plus riches ont accaparé depuis 2008 95 % de la croissance économique mondiale* ».

En 2019, la Cnuccd (Conférence des Nations unies pour le Commerce et le Développement, organisme de l'Onu) a publié un rapport intitulé *Un nouveau multilatéralisme pour une prospérité partagée*, dans lequel elle fournit des chiffres comparatifs sur l'évolution du PIB mondial et de l'industrie de la finance. Entre 1980 et 2016, le PIB mondial a augmenté de 11 200 milliards de dollars à 76 000 milliards de dollars. Dans le même temps, les actifs financiers sont passés de 12 000 milliards de dollars à 300 000 milliards de dollars - une hyperinflation déconnectée de la réalité économique. L'inégalité économique est devenue comme une cellule cancéreuse dans le corps de l'humanité. A cet égard, il est remarquable de noter que le Maître Djwhal Khul (DK) a écrit dans le livre *Education dans le nouvel âge*, transmis par l'entremise d'Alice Bailey, que la Seconde Guerre mondiale pouvait être comparée à une opération chirurgicale, entreprise dans le but de sauver la « *vie* » de l'humanité, au détriment de la « *forme* ». Mais, a-t-il prévenu, le « *germe* » n'a pas été totalement extirpé à l'époque et une nouvelle intervention pourrait s'avérer indispensable pour dissiper l'infection et se « *débarrasser de la fièvre* ». Les marchés financiers, dans leur forme actuelle, pourraient effectivement être comparés à un « *streptocoque* » (le terme exact employé par le Maître DK pour décrire « *l'infection* ») qu'il faille éradiquer avant toute possibilité de régénération de notre vie.

Les marchés financiers sont devenus pour l'essentiel le lieu d'une spéculation effroyable qui a en fait peu de considération pour les questions

d'investissements à long terme. Les spéculateurs ont contraint les entreprises cotées à publier des bilans trimestriels, ce qui met en lumière leur intérêt unique pour les gains à court terme et démontre leur total manque de préoccupation pour tout ce qui a trait à « *l'investissement* » véritable. Comme nous le savons, les marchés financiers sont par excellence un champ d'expression de pure cupidité.



Photo : CC0 1.0, [Pxhere.com](http://Pxhere.com)

D'après la FAO (l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) environ 820 millions de personnes ont souffert de la faim en 2018, et plus de deux milliards sont sujettes à une insécurité alimentaire modérée ou forte.

## La prochaine vague

Une récession économique est quasi certaine et des marchés financiers en berne risquent de ne pas s'en remettre. Il n'y aura probablement pas de retour au « *business as usual* » (*les affaires habituelles*). Malgré les immenses efforts entrepris par les banques centrales, la crise ne disparaîtra pas. La Cnuccd a récemment publié des prévisions qui indiquent que la crise du coronavirus pourrait réduire les investissements (réels) dans le monde de 40 %. L'étude menée sur un panel composé des 5 000 plus grandes sociétés multinationales montre que les perspectives d'investissements directs à l'étranger (IDE) sont bien pires que les pronostics avancés au début de la crise. De larges secteurs de l'industrie et des services se retrouvent déjà piégés dans une situation critique. L'industrie aéronautique par exemple a récemment réclamé un « *Plan Marshall* » car elle est en détresse.

En mars dernier, Steven Mnuchin, le secrétaire américain au Trésor, faisait part de ses craintes d'une montée du taux de chômage à 20 % aux Etats-Unis pour les mois à venir. La célèbre banque étatsunienne Goldman Sachs anticipait quant à elle une chute de l'économie américaine d'environ 24 %. L'un des pires cauchemars des financiers a trait aux sociétés et banques potentiellement « *zombies* » : la

masse des transactions et les acquisitions de titres « hors bilan » effectuées par les banques, les fonds d'investissement et autres institutions financières pourraient déclencher des réactions en chaîne dans tout le système. De même, nombreuses sont les grandes entreprises qui ont profité des taux d'intérêt extrêmement bas pour racheter leurs propres actions sur les marchés, non seulement dans le but d'accroître le contrôle de ces entreprises, mais également pour soutenir leur valeur en bourse. A tout moment un acteur majeur du système pourrait s'effondrer, provoquant des faillites en cascade et une réaction en chaîne, comme ce fut le cas avec la banque Lehman Brothers en 2008. Si une telle situation se produit, elle deviendra hors de contrôle. Lorsque tous les mécanismes financiers et monétaires à disposition des banques centrales auront été utilisés et épuisés, il n'y aura plus de porte de sortie, plus de sauvetages possibles.

Les lecteurs de *Partage international* savent de longue date que des changements majeurs à l'échelle mondiale ne seront possibles que lorsque le système économique international sera à genoux. Ce moment n'est, à l'évidence, pas éloigné. La tentative des banques centrales d'allonger artificiellement l'espérance de vie du système pourrait retarder de quelques mois l'échéance inéluctable, mais cette tentative même de prolonger le temps de vie du « virus financier » aura pour inévitable conséquence l'éclatement du furoncle - la source de l'infection.

Pour les peuples du monde entier, viendra alors le temps de demander des comptes à leurs gouvernements et de faire entendre leurs voix en faveur de la justice, du partage et de l'équité. Et après des mois de confinement strict, nous pouvons anticiper que la grande majorité de l'humanité aura eu le temps de méditer sur les valeurs essentielles de

la vie pour un avenir plus sain.

Pour l'heure, les médias sont totalement focalisés sur le Covid-19. Mais nous ne devons pas oublier que sur le front de la lutte contre la faim et l'extrême pauvreté, chaque jour ressemble à un tsunami. D'après la FAO (l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) environ 820 millions de personnes ont souffert de la faim en 2018, et plus de deux milliards sont sujettes à une insécurité alimentaire modérée ou forte.

En tant que lecteurs de *Partage international*, nous avons conscience que la « voix des peuples », que stimulent les Maîtres, constituera le pouvoir principal dans le monde pour amener les profondes et nécessaires transformations dans nos vies, dans notre système économique, financier et monétaire en particulier. Il ne fait aucun doute que nombreuses seront les voix à se faire entendre pour exiger les changements indispensables. Il ne fait aucun doute que Maitreya lui-même se tiendra au premier rang de ce mouvement. Ce sera le temps de prendre toutes les mesures possibles pour sauver l'humanité et la planète, « *quoi qu'il en coûte* ». Qu'on le nomme « *Green New Deal* » ou bien « *Plan Marshall et écologique mondial* », il ne faudra rien de moins qu'un effort colossal et coordonné à l'échelle internationale pour transformer l'économie mondiale.

**Auteur** : Luc Guillory, collaborateur de Share International demeurant à Dijon (France).

**Sources** : Le Monde ; Mediapart, France ; UNCTAD News

**Thématiques** : [politique](#), [Économie](#), [émergence](#)

**Rubrique** : [De nos correspondants](#) ()